

TABLE DES MATIÈRES

Abréviations, sigles et acronymes	VII
Avant-propos par Claude BLUMANN et Fabrice PICOD	XIII
Sommaire	XV

ÉTUDES

Les relations inégalitaires entre la Cour de justice et les juridictions nationales supérieures

par Catherine HAGUENAU-MOIZARD	3
I. L'attention variable de la Cour de justice à l'égard des juges nationaux.....	6
A. La surdit���� l'égard de juges nationaux	6
B. L'écoute de juges nationaux	8
C. L'hyperacousie face �� certains juges nationaux.....	11
II. L'adaptation différenciée des juridictions nationales �� la Cour de justice	13
A. L'obéissance �� la Cour de justice	13
B. L'évitement de la Cour de justice	15
C. Le rejet de la jurisprudence europ��ennne.....	19

De l'(in)efficacité de la démocratie participative dans l'Union européenne : l'exemple de l'initiative citoyenne européenne

par Laetitia GUILLOUD-COLLIAT.....	23
I. Les paradoxes entourant l'initiative citoyenne européenne	30
A. Un « pouvoir d'initiative » se réduisant à un mécanisme de sollicitation de la Commission	30
B. Un droit individuel des citoyens dont la mise en œuvre nécessite une implication collective.....	38

II. Les ambiguïtés affectant la démocratie participative dans l'Union européenne.....	43
A. Une dimension consultative plutôt que décisionnelle.....	44
B. Une dimension collective plutôt qu'individuelle	48
 Les mesures restrictives antiterroristes autonomes de l'Union européenne et la sécurité juridique : un rendez-vous manqué ? par Olivier PEIFFERT	53
I. Un pragmatisme partagé dans la définition de l'« autorité compétente »	59
A. Une ouverture large aux autorités non judiciaires : le critère de la compétence	59
B. Une ouverture prudente aux autorités de pays tiers : le critère d'équivalence	63
II. Des contradictions majeures sur la répartition verticale du contrôle juridictionnel.....	67
A. La jurisprudence du Tribunal et la dilution de la protection juridictionnelle	67
B. Le contrôle juridictionnel complet au niveau européen imposé par la Cour.....	71
 La compétence de pleine juridiction en droit de l'Union européenne par Isabelle PINGEL.....	77
I. Portée de la compétence	78
A. Objet et fondement	78
B. Champ d'application.....	80
II. Mise en œuvre	82
A. Procédure.....	82
B. Fond	84
 Le contrôle de légalité exercé par le juge de l'Union par Thomas VON DANWITZ	89
I. Introduction.....	89
II. Intensité du contrôle de légalité	91
III. Étendue du contrôle de légalité	96
IV. Conclusion	100

ACTES DE L'ATELIER DOCTORAL

Le renforcement du rôle du Parlement européen en matière de politique commerciale commune à la lumière des enjeux démocratiques des accords de commerce préférentiel de nouvelle génération de l'Union européenne par Naïm ABOU-ELAZ.....	105
I. Une contribution renforcée du Parlement européen à la politique commerciale commune	107
A. Des prérogatives juridiques améliorées depuis le traité de Lisbonne	107
B. Entre contre-pouvoir et acteur des négociations et de la conclusion des accords commerciaux	109
II. Une influence renforcée sur les négociations des accords de commerce préférentiel de nouvelle génération	112
A. Une influence institutionnelle : les gains de transparence des négociations	112
B. Une influence matérielle : l'exemple de la réforme du mode de règlement des différends en matière d'investissements	114
 Le rôle du Parlement européen dans l'élaboration de la réglementation européenne de l'insolvabilité par Edouard ADELUS.....	117
I. Les particularités de la réglementation internationale des procédures d'insolvabilité.....	119
A. Un contournement plutôt qu'une submersion de « l'îlot de résistance »	119
B. Les trois caractéristiques principales des règlements (CE) n° 1346/2000 et (UE) 2015/848.....	121
II. La communautarisation de la réglementation des procédures d'insolvabilité.....	123
A. Les premiers efforts communautaires : des efforts intergouvernementaux	124
B. Les conséquences du traité d'Amsterdam de 1997	126
III. Le rôle croissant du Parlement européen	128
A. Un Parlement à l'initiative	129
B. L'influence du Parlement quant à la substance du droit de l'insolvabilité de l'Union	132

La contribution du Parlement européen à la sauvegarde des valeurs de l'Union : l'exemple de la Hongrie par Nóra CSEKE	137
I. Le pouvoir de contrôle du Parlement européen relatif à la situation des droits fondamentaux dans les États membres	138
A. Le pouvoir d'initiative du Parlement européen en cas de soupçon de risque clair de violation grave des valeurs de l'Union.....	139
B. Le pouvoir de contrôle du Parlement européen aux fins de l'activation de l'article 7 TUE.....	143
II. Le pouvoir d'activation de l'article 7 TUE par le Parlement européen	147
 La parlementarisation de l'Union à l'aune de l'élection des eurodéputés au suffrage universel direct : approche constitutionnelle par Benjamin LECOQ.....	151
I. La parlementarisation de l'Union au prisme de l'élection	156
A. L'élection des députés européens au suffrage universel direct, ressort de la parlementarisation.....	156
B. La parlementarisation, vecteur de légitimation démocratique de l'équilibre institutionnel de l'Union	159
II. La parlementarisation de l'Union en marge de l'élection.....	163
A. Le cantonnement du Parlement européen à une légitimité d'incarnation	163
B. La parlementarisation au service d'une conception fonctionnelle de la légitimité démocratique.....	167
 Travail détaché et Parlement européen par Georgia NIKOLAKOPOULOU	173
I. La négociation avec le Parlement européen et l'accord repris dans la directive d'exécution 2014/67/UE	174
A. Une meilleure identification des cas réels de détachement.....	175
B. L'amplification des marges de manœuvre des États membres dans la détermination des mesures de contrôle	178
C. L'absence de généralisation de la responsabilité solidaire du donneur d'ordre.....	180

II. La négociation avec le Parlement européen et l'accord repris dans la directive 2018/957 du 28 juin 2018	181
A. La mise en œuvre de l'égalité de rémunération en matière de détachement	182
B. La durée de détachement	183
C. Le secteur de transport routier	184

La réforme du droit d'asile dans l'impasse par Davide PETRILLO	185
--	-----

I. L'architecture institutionnelle de l'espace de liberté, de sécurité et de justice et le rôle joué par le Parlement européen.....	187
II. La réforme du droit d'asile : une impasse institutionnelle qui sert les intérêts des gouvernements nationaux	191

Le rôle grandissant du Parlement européen au sein de la régulation bancaire par Estelle RICHEVILAIN	197
---	-----

I. L'implication grandissante du Parlement au stade de l'adoption des normes de la régulation bancaire	201
A. La faiblesse de l'implication du Parlement avant l'Union bancaire ...	202
B. L'implication croissante avec l'Union bancaire	205
II. L'implication grandissante du Parlement au stade du contrôle de l'application des normes de la régulation bancaire	209
A. L'implication considérable du Parlement au stade du contrôle de la régulation bancaire.....	209
B. Les faiblesses persistantes dans l'implication du Parlement au sein de la régulation bancaire	212

Les ambiguïtés du mécanisme de <i>Spitzenkandidat</i> : un accroissement de la légitimité démocratique de l'Union au détriment de l'autonomie du Parlement européen ?	
par Julie RONDU	217
 I. Le risque d'une érosion de l'autonomie du Parlement européen face à la Commission européenne	224
A. Le besoin d'une personnalisation de l'élection : un constat d'échec pour le Parlement européen.....	224
B. L'inévitable rapprochement avec la Commission, dotée d'une légitimité accrue.....	227
 II. L'érosion de l'autonomie du Parlement européen, une opportunité face au renforcement de la dimension intergouvernementale dans l'Union	231
A. Le Parlement européen et la Commission, alliés objectifs face à la montée en puissance du Conseil européen.....	231
B. Les partis politiques au niveau européen, des contrepoids en devenir face au Conseil européen.....	234

CHRONIQUES

Parlement européen	
par Mauro GATTI, Martin PETSCHKO, Janine SILGA, Giovanni ZACCARONI sous la responsabilité de Eleftheria NEFRAMI.....	245
 I. Vie institutionnelle	245
A. Fonctionnement interne du Parlement européen.....	245
B. Relations interinstitutionnelles.....	247
C. Protection des intérêts financiers de l'Union.....	250
D. Élaboration et respect du droit de l'Union	251
E. Nominations.....	252
F. Activités budgétaires.....	253
G. Brexit	258
H. Question d'ordre divers	258

II. Non-discrimination et droits fondamentaux dans l'Union européenne	258
A. État de droit et droits fondamentaux dans l'Union européenne.....	258
B. Non-discrimination et égalité des genres.....	259
III. Politiques internes et action extérieure	262
A. Marché intérieur.....	263
B. Agriculture et pêche	266
C. Espace de liberté, de sécurité et de justice	269
D. Transports	280
E. Concurrence.....	282
F. Politique économique et monétaire	283
G. Emploi et politique sociale	285
H. Éducation, culture et recherche	286
I. Protection de la santé.....	294
J. Politique de cohésion.....	304
K. Environnement et énergie.....	305
L. Élargissement	307
M. Action extérieure de l'Union.....	308

Actualités des institutions de l'UE : Conseil européen – Conseil de l'Union

sous la responsabilité de Rostane MEHDI 317

I. Dynamiques institutionnelles.....	317
A. Le Conseil de l'Union : les présidences.....	317
B. Les Conseils face au Brexit : la conclusion difficile d'un accord de retrait.....	328
II. Impulsion et conduite des politiques de l'Union	335
A. L'action économique et sociale des Conseils.....	336
B. Les Conseils et le numérique : à la recherche d'un projet de société équilibré.....	344
C. La politique climat – énergie – environnement.....	352
D. Les Conseils et la migration.....	365
E. Action extérieure de l'Union européenne	373

Commission européenne

par Claude BLUMANN et Luigi CAPPELLETTI	383
I. Développements institutionnels discrets mais non sans conséquences	386
A. La gouvernance institutionnelle de la Commission	386
B. Vers un avenir meilleur : « Objectif 2025 »	392
II. Les dix grandes priorités et leur réalisation	397
A. Le programme REFIT	398
B. Priorités sur le terrain économique	399
C. Priorités en matière internationale	405
D. Priorités de nature politique et sociétale	409
III. La fonction d'exécution/délégation	411
A. Sur les limites de la compétence déléguée	411
B. Sur l'exercice de la compétence d'exécution	415
C. La réforme manquée de la comitologie	421

Droits fondamentaux

sous la direction de Romain TINIÈRE	
en collaboration avec Caroline BOITEUX-PICHERAL, Christophe MAUBERNARD,	
Claire VIAL	427
I. Évolutions des conditions d'invocabilité de la Charte	
devant les juridictions nationales	427
II. État des relations avec le droit de la Convention européenne des droits	
de l'homme	433
III. La complémentarité des contrôles politique et juridictionnel aux fins	
du respect de l'État de droit dans l'Union	439
IV. Tension persistantes autour du droit d'asile et de la gestion	
des frontières	446
A. Des interprétations jurisprudentielles contrastées en matière	
d'éligibilité à la protection internationale	447
B. Des interprétations jurisprudentielles modulées quant au droit	
à un recours effectif des demandeurs d'asile déboutés	450
C. Des bilans législatifs mitigés en matière de gestion des frontières	454

V. La protection des données personnelles.....	456
A. L'Agence des droits fondamentaux poursuit sa réflexion sur les incidences de l'essor des nouvelles technologies sur les droits fondamentaux.....	456
B. La Cour de justice enrichit sa jurisprudence sur les données personnelles et apporte des éclaircissements sur le sens de plusieurs notions clés.....	458
 Espace de liberté, de sécurité et de justice	
sous la responsabilité de Henri LABAYLE	
avec la participation de Émilie DESTOMBES, Benoît DUPIN, Elena LOFREDI, Marion FONTAINE, Marguerite GUIRESSE, Céline TEYSSIER	463
I. Les politiques communes	463
A. La politique commune de contrôle aux frontières	463
B. La politique commune d'asile.....	472
C. La politique commune d'immigration	487
II. La coopération judiciaire civile	491
A. Les modifications législatives envisagées dans le domaine de la coopération en matière civile.....	491
B. Les interprétations jurisprudentielles dans le domaine de la coopération judiciaire en matière civile.....	492
III. La coopération judiciaire pénale.....	503
A. D'un point de vue législatif	503
B. D'un point de vue jurisprudentiel	516
C. Rapport Eurojust 2017	527
IV. La coopération policière et opérationnelle.....	530
A. Le rapport TE-SAT 2018	530
B. La consolidation de la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel : le règlement (UE) 2018/1725 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les institutions, organes et organismes de l'Union et à la libre circulation de ces données.....	538

Association, Partenariat, Coopération

sous la direction de Isabelle BOSSE-PLATIÈRE, Catherine FLAESCH-MOUGIN,
Joël LEBULLENGER, Cécile RAPOPORT 543

I. L'accord de partenariat global et renforcé UE-Arménie ou la nécessité
pour l'Union de faire preuve de créativité partenariale dans son voisinage..... 543

A. Les manifestations formelles et institutionnelles d'un partenariat
étroit sans association..... 545

B. Les manifestations matérielles d'une recherche d'euro-compatibilité
sans libre-échange..... 547

C. La conciliation... mais jusqu'où ?..... 552

II. La réforme des instruments de financement de l'action extérieure
de l'Union européenne pour la période 2021-2027 553

A. Le choix d'une structure profondément rénovée des instruments
financiers 558

B. L'organisation d'une plus grande souplesse dans la mise en œuvre
des instruments financiers 577

C. La garantie d'un contrôle démocratique adéquat 585

Politique étrangère et de sécurité commune (PESC) et son volet défense (PSDC)

par Catherine SCHNEIDER..... 595

I. Les avancées de la PESC et de son volet défense et sécurité (PSDC) initiées
par l'Union 595

A. Renforcements de la sécurité et de la défense, et propositions
pour une révision du processus décisionnel de la PESC 596

B. La PSDC « contaminée par le syndrome de Schengen » ? La création
de l'initiative européenne d'intervention (IEI)..... 607

II. Les jurisprudences pertinentes touchant à la PESC 611

A. CJUE, Gde chbr., 4 septembre 2018, *Commission c/ Conseil*,
aff. C-244/17, ECLI:EU:C:2018:662 611

B. Trib. UE, 11 avril 2018, *H c/ Conseil*, aff. T-271/10 RENV,
ECLI:EU:T:2018:180 613

C. Trib. UE, 12 avril 2018, *PY c/ EUCAP Sahel Niger*, aff. T-763/16,
ECLI:EU:T:2018:181 615

D. Trib. UE, 28 octobre 2018, *KF c/ Centre satellitaire de l'Union (CSUE)*,
aff. T-286/15, ECLI:EU:T:2018:718..... 616

III. Bilan annuel des opérations et missions de gestion de crise.....	618
A. Les missions prolongées sans modification de mandat	619
B. Les opérations et missions modifiées : EUNAVFOR Atalanta, EUCAP Sahel Niger, EUBAM Libya	619
C. Les opérations et missions « en difficulté » (EUNAVFOR Sophia, EULEX Kosovo).....	622
D. Le rapport sans complaisance de la Cour des comptes sur les deux missions EUCAP Sahel Niger et Mali.....	625
IV. Premiers impacts du Brexit sur la PESC.....	628
A. La réorganisation de l'opération Atalanta.....	629
B. La réorganisation de l'opération Althea	630
C. La sortie du Royaume-Uni des <i>battlegroups</i>	630

Libre circulation des marchandises (2017-2018)

par Claude BLUMANN	631
I. Domaine de la libre circulation des marchandises	634
A. Situations purement intérieures	635
B. Notion de marchandises	636
C. Libre circulation des marchandises et autres régimes juridiques.....	637
II. Taxes d'effet équivalent : le retour	643
A. Taxes d'effet équivalent et impositions intérieures	643
B. La question des justifications	649
C. Le droit au remboursement des taxes indûment perçues	652
III. Mesures d'effet équivalent : <i>Nihil novi sub sole</i>	653
A. Principe de précaution et données scientifiques.....	653
B. Les objectifs économiques dans les justifications.....	656
C. Articles 34 et 35 TFUE, enfin jumeaux ?.....	660
D. Entraves d'origine communautaire.....	663

Libre circulation des capitaux

par Flora SICARD	667
I. Champ d'application de la libre circulation des capitaux	667
A. Notion de « capitaux »	668
B. Échanges visés	670
C. Délimitation au regard des autres libertés.....	672

II. Régime de la libre circulation des capitaux	675
A. Restrictions interdites	675
B. Justifications admises	683
C. Exceptions et mécanismes spécifiquement applicables aux échanges avec les États tiers : clause de gel	688
 Droit d'établissement et libre prestation des services par Édouard DUBOUT	691
I. Harmonisation du marché intérieur des services	691
A. Marché du numérique	691
B. Professions réglementées	692
II. Jurisprudence relative aux entraves aux libertés d'établissement et de circulation des services	693
A. Le champ des libertés	693
B. Le régime des libertés	701
 Droit des pratiques anticoncurrentielles d'entreprises par Emmanuelle CLAUDEL avec la précieuse collaboration de Hassan MOUSSAOUI et Étienne THOMAS	713
I. Compétence	721
A. Compétence et actions en réparation	721
B. Compétence internationale de la Commission : la tentaculaire affaire des câbles électriques	733
II. Procédure	735
A. Les inspections concurrence	736
B. Confirmation du pouvoir discrétionnaire de la Commission de rejeter une plainte pour défaut d'intérêt communautaire (en bref)	742
C. Le droit pour la Commission de se saisir d'une affaire passée	744
III. Les pratiques anticoncurrentielles	745
A. Les acteurs : entreprise et imputabilité	746
B. Les pratiques mises en œuvre	750
C. Les abus de position dominante	766
IV. Mise en œuvre du droit des pratiques anticoncurrentielles	775
A. La procédure d'engagement et son impact sur les tiers : une procédure décidément délicate	775
B. Les procédures sanctionnatrices	782

Contrats publics

par Stéphane DE LA ROSA.....	789
I. Actualité normative en matière de contrats publics.....	791
A. Actualisation et enrichissement du cadre normatif issu des directives de 2014	792
B. Adoption en France du code de la commande publique	794
II. Actualité jurisprudentielle relative aux principes fondamentaux de la commande publique	797
III. Actualité jurisprudentielle relative aux directives « Marchés publics » et « Concessions »	799
A. Contentieux des marchés publics « classiques »	799
B. Contentieux des marchés en réseau (directive 2014/25/UE)	802
C. Contentieux des contrats de concession	803
IV. Actualité jurisprudentielle relative aux recours applicables aux contrats publics	804

Politique agricole commune

par Marc BLANQUET.....	807
I. Cadre général de la PAC.....	808
A. Cadre interne.....	808
B. Cadre international	818
C. Cadre financier.....	823
II. Mesures relatives aux marchés agricoles	826
A. Mesures d'urgence	827
B. Situations sectorielles	829
C. Bon fonctionnement des marchés	831
D. Contrôles.....	835
III. Développement rural.....	836
A. Stratégie en matière de statistiques agricoles	836
B. Stratégie actualisée en matière de bioéconomie	837
C. Prérétraite.....	838

IV. « Troisième pilier » de la PAC : qualité des produits, santé et sécurité

alimentaire	839
A. Qualité des produits agricoles	839
B. Promotion des produits agricoles.....	845
C. Alimentation saine	846
D. OGM.....	846
E. Santé et bien-être animal	849
F. Biodiversité	852

Droit européen des transports

par Vincent CORREIA, Loïc GRARD, Sébastien MARTIN	857
---	-----

I. Transports terrestres	860
A. Distinctions avec les services postaux	860
B. Les manquements à la politique commune des transports	862
C. Les manquements au droit des aides d'État	865
II. Transport aérien	867
A. Sécurité aérienne	868
B. Relations aériennes extérieures	871
C. Droits des passagers et principe de transparence des prix.....	874
D. Droit des aides d'État.....	878

Protection de l'environnement

par Ludwig KRÄMER	883
-------------------------	-----

I. Questions horizontales	883
A. La planification	883
B. Le changement climatique.....	887
C. Les droits procéduraux.....	891
D. La mise en œuvre du droit de l'environnement.....	896
II. Les secteurs de l'environnement	898
A. Biodiversité et conservation de la nature	898
B. Les substances et les produits	901
C. Les eaux	904
D. La pollution de l'air	905
E. Les déchets	907

Énergie

par Benoît BLOTTIN, Vincent BOUHIER	913
I. Le fonctionnement du marché intérieur	917
A. Un marché sécurisé	917
B. Un marché concurrentiel	918
C. Un marché interconnecté	936
II. La protection de l'environnement	940
A. La réduction des émissions de gaz à effet de serre	940
B. La promotion de l'efficacité énergétique	944
C. Le développement des énergies renouvelables	947
III. La coopération internationale	949

Droit européen de la consommation

par Agnieszka JABLONOWSKA et Hans-W. MICKLITZ	951
I. Une nouvelle donne pour les consommateurs	951
A. Proposition concernant une meilleure application et une modernisation des règles de protection des consommateurs de l'Union européenne	952
B. Actions représentatives	954
II. Marché unique numérique	955
A. Droit des contrats	956
B. Blocage géographique	957
C. Plates-formes en ligne	958
III. Protection des données et communications électroniques	959
IV. Jurisprudence	960
A. Les notions de « consommateur » et de « commerçant »	960
B. Pratiques commerciales déloyales	963
C. Clauses abusives	966

Santé publique

par Nathalie DE GROVE-VALDEYRON 969

I. Domaines d'action prioritaires du programme de santé publique..... 971

- A. Promouvoir la santé, prévenir les maladies et œuvrer
à la création de conditions favorables à des modes de vie sains..... 971
- B. Protéger contre les menaces transfrontières graves pour la santé 976
- C. Contribuer à des systèmes de santé innovants, efficaces et viables... 977
- D. L'accès à des soins de santé de meilleure qualité et plus sûrs
pour les citoyens de l'Union..... 980

II. Aspects contentieux..... 984

- A. Le contentieux des produits de santé 985
- B. Contentieux relevant de la santé..... 990

Questions sociales

par Sylvie HENNION..... 993

I. Mobilité des travailleurs..... 994

- A. Directive (UE) 2018/957 du Parlement européen et du Conseil
du 28 juin 2018 modifiant la directive 96/71/CE concernant
le détachement de travailleurs effectué dans le cadre d'une prestation
de services (*JOUE* n° L 173, 9 juillet 2018, p. 16)..... 994
- B. Protection sociale du détachement des salariés : le contentieux
des attestations d'affiliation (CJUE, Gde chbr., 6 février 2018,
Altun e.a., aff. C-359/16, ECLI:EU:C:2018:63 ; CJUE, 11 juillet 2010,
Commission c/ Belgique, aff. C-356/15, ECLI:EU:C:2018:555,
et CJUE, 6 septembre 2018, *Alpenrid e.a.*, aff. C-527/16,
ECLI:EU:C:2018:669)..... 1002

II. Égalité de traitement..... 1005

- A. Discriminations fondées sur la religion (CJUE, Gde chbr.,
17 avril 2018, *Egenberger*, aff. C-414/16, ECLI:EU:C:2018:257,
et CJUE, Gde chbr., 11 septembre 2018, *IR c/ JQ*, aff. C-68/17,
ECLI:EU:C:2018:696)..... 1006
- B. Discriminations fondée sur le handicap (CJUE, 18 janvier 2018,
Ruiz Conejero, aff. 270/16, ECLI:EU:C:2018:17) 1010

Politique de cohésion économique, sociale et territoriale

par Nathalie RUBIO.....	1013
I. Le lancement du processus législatif de réforme des instruments financiers de la politique de cohésion	1015
A. La simplification	1015
B. La flexibilité.....	1017
C. La conditionnalité.....	1019
II. Le contentieux de la politique de cohésion devant la Cour de justice de l'Union européenne.....	1020
A. D'utiles éclaircissements sur le contentieux des corrections financières	1021
B. Une prise en compte relative de la spécificité des « grands projets » lors du contrôle des décisions de refus de confirmation	1023
C. La délicate délimitation du périmètre de la politique de cohésion ..	1026

Droit international privé

par Sabine CORNELOUP, François MAILHÉ, Martina MANTOVANI, Yann LEGRAND, Bérengère ROUSSET	1029
Introduction	1029
I. Matière civile et commerciale	1030
A. Procédure civile européenne	1030
B. Conflit de lois	1075
II. Insolvabilité.....	1077
III. Matière matrimoniale, responsabilité parentale et obligations alimentaires	1080
A. Responsabilité parentale.....	1080
B. Enlèvements d'enfants	1087
C. Obligations alimentaires	1092
IV. Droit patrimonial de la famille	1097
V. Liberté de circulation des personnes physiques et morales.....	1101
A. Les arguments d'une interprétation prudente	1102
B. Les indices d'une interprétation extensive	1104

L'Union économique et monétaire

par Olivier CLERC, Francesco MARTUCCI 1107

I. Union monétaire..... 1107

A. Politique monétaire, entre « patience, prudence et persévérance ».. 1108

B. Monnaie et paiements 1114

II. Gouvernance économique..... 1117A. L'amélioration de la situation macroéconomique de l'Union
européenne 1118

B. L'achèvement du programme d'ajustement économique grec..... 1120

C. La dégradation de la situation budgétaire de l'Italie..... 1122

Chronique financière

par Anne-Marie TOURNEPICHE 1127

I. Les différentes étapes de la procédure budgétaire..... 1127

A. Les orientations budgétaires 1128

B. Les propositions de la Commission..... 1128

C. Les négociations entre les deux branches de l'autorité budgétaire.. 1129

D. L'obtention difficile d'un accord sur le budget 2019..... 1130

II. Les caractéristiques essentielles du budget 2019..... 1130

A. La croissance et la jeunesse..... 1131

B. Gestion des migrations et réfugiés 1131

C. Autres éléments essentiels..... 1132

III. Les perspectives incertaines du contexte budgétaire européen..... 1133A. Les questionnements persistants autour du Brexit
et de ses impacts financiers 1133B. Les premières inquiétudes relatives aux négociations
du futur cadre financier pluriannuel..... 1134

Droit de la propriété intellectuelle

par Yann BASIRE et Célia ZOLYNSKI	1137
I. CJUE, Gde chbr., 12 juin 2018, <i>Christian Louboutin, Christian Louboutin SAS c/ Van Haren Schoenen BV</i> , aff. C-163/16, ECLI:EU:C:2018:423.....	1137
II. CJUE, 14 mars 2019, <i>Textilis et Keskin c/ Svenskt Tenn AB</i> , aff. C-21/18, ECLI:EU:C:2019:199	1139
III. CJUE, 7 août 2018, <i>Land Nordrhein-Westfalen c/ Renckhoff</i> , aff. C-161/17, ECLI:EU:C:2018:634	1141

CHRONIQUE BIBLIOGRAPHIQUE

sous la responsabilité de Fabrice PICOD	1145
I. Recueil de textes et de jurisprudence	1145
II. Traités et manuels	1147
III. Thèses	1157
IV. Monographies.....	1170
V. Ouvrages collectifs.....	1172
VI. Mélanges	1200

REVUE DES REVUES

sous la responsabilité de Fabrice PICOD

coordinateur Félix ARTUS..... 1201

I. Traités constitutifs et nouveaux traités.....	1205
II. Droit institutionnel.....	1210
III. Droits nationaux et droits européens.....	1217
IV. Appartenance à l'Union.....	1226
V. Droits fondamentaux.....	1231
VI. Citoyenneté européenne.....	1239
VII. Contentieux.....	1241
VIII. Relations extérieures.....	1247
IX. Espace de liberté, de sécurité et de justice.....	1252
X. Libertés de circulation.....	1261
XI. Fiscalité et douanes.....	1268
XII. Concurrence.....	1273
XIII. Actions et politiques communes.....	1281
XIV. Propriété intellectuelle.....	1301
XV. Droit international privé européen.....	1304

Index des Noms de Personnes.....	1307
----------------------------------	------

Index thématique.....	1315
-----------------------	------

Index de jurisprudence.....	1333
-----------------------------	------